née en 1903 à Enakievo (Donetz), épouse divorcée de Marcel Tillemans, originaire d'Ougrée (* 1900), dont Jean-Pierre, né en 1930 à Charleroi.

IX 5) EMILE, né le 13. 1. 1868, était tanneur en son lieu natal où il décéda le 24. 10. 1895.

6) Adeline, (1870-1955).

IX 7) ALFRED (1871-1952), receveur des Contributions à Diekirch puis inspecteur à Wiltz.

Arrêté par les nazis, il fut détenu à la prison du Grund du 19 au 27 novembre 1940¹⁹⁾.

8) Justine (1874-1938), épousa en 1900 à Bruxelles (où demeuraient également ses soeurs Louise et Adeline) Paul BRASSEUR (1869-1948), négociant à Luxembourg. 5 enfants (v. pour plus de détails le fasc. XIX):

a) Marie dite Mouny (* 1900), épouse de René Muller (* 1895) dont 2 enfants: Robert-Paul (* 1927), époux de M.-A. Rettel (3 enfants) et Andrée-Renée-Hélène dite Dédette (* 1931), épouse de Jean Paquet (* 1924), ing. en chef à l'ARBED (3 filles)*.

b) Renée (1902-1929), épouse de Lucien Huck (1892-1968).

c) Albert (* 1903), époux de Lydie Cottinelli (3 enfants).

d) Pierre (* 1906), époux de Laure Knaff (2 fils).

e) André (* 1915) époux de Jeanne Wagner (2 enfants).

9) Eugénie (1877-1968), épousa en 1905 à Bruxelles Léon MARQUET (1881-1944). Sans postérité.

10) JULES (1878-1882).

Jusqu'au décès d'Emilie Servais-Siville puis, après 1915, quand les célibataires Louise, Adeline et Alfred reprirent le domaine de Schimpach, la maison ancestrale restait le lieu de rassemblement idéal de toute la famille et, surtout pour les neveux et nièces, le lieu rêvé pour y passer les vacances. Comme nous l'apprit notre cousine (par alliance) Jeanne Buck-Lambert et comme nous le confirma notre ami André Brasseur, les réunions à Schimpach étaient homériques vu que tout le monde parlait ensemble sans écouter personne. Pensez-donc, il n'y avait que des originaux.

Nous reproduisons ci-contre une de ces réunions qui doit avoir eu lieu vers 1907.

De la famille Servais, le manoir de Schimpach passa successivement à la famille Boever, à la commune de Oberwampach puis en 1962, moyennant 500 000 Fr, à l'Etat qui y fit faire des rénovations pour 3,5 millions avant d'y installer en 1963 l'Ecole Nationale de la Protection Civile, où les quelque 4 000 aides volontaires peuvent recevoir, par équipes, l'instruction adéquate.

*) A redresser dans ce sens le V K a) de la p. 35 du fasc. XIX.